

**4 Économie**

**Conseil gabonais des chargeurs (CGC)  
Le budget 2016 en baisse de 11,6 %**

Maxime Serge MIHINDOU  
Libreville/Gabon

*Compte tenu de la mauvaise conjoncture internationale, l'établissement doit faire face à la diminution du trafic maritime de fret de l'ordre de 30%.*

LE Conseil gabonais des chargeurs (CGC) va réduire sa voilure pour l'année 2016. En effet, compte tenu de la mauvaise conjoncture internationale, l'établissement doit faire face à la diminution du trafic maritime de fret

de l'ordre de 30%. Conséquence : par rapport à l'estimation de 2015, le budget prévisionnel 2016 est en baisse de 11,66%, a annoncé le Conseil d'administration, qui s'est tenu dernièrement.

Présidé par Lucchéri Gahila, en présence du directeur général du CGC, Liliane Nadège Ngari, épouse Onanga Y'obegue, le Conseil a déploré cette situation jugée « insupportable » pour cet établissement, dans la mesure où il n'a pas pu bénéficier en 2015 de la consolidation de son assise financière, escomptée avec la réforme



Photo : Archives l'Union

**Le président du Conseil d'administration, Lucchéri Gayila, optimiste quant à l'avenir du CGC.**

de son cadre juridique, qui réintroduit désormais les cargaisons de minerais et

des hydrocarbures dans l'assiette de la Commission sur le droit de trafic maritime, source principale de ses recettes.

« Le budget de l'année 2016 doit couvrir, outre les dépenses de fonctionnement, les dépenses d'investissement, notamment l'acquisition de nouveaux outils de suivi et d'encadrement du trafic de fret aérien et routier, ainsi que le financement des études en cours pour la mise en place de l'observation multimodale, etc. Malheureusement, ce budget est présenté dans un contexte difficile », a indiqué le PCA Lucchéri Gahila.

Malgré cette morosité à venir, le Conseil s'est réjoui des bons résultats opérationnels obtenus en 2015. Il s'agit, notamment, de la mise en œuvre de la Réforme du cadre juridique ; du perfectionnement du logiciel BIETEC version 1.3 à 2.0 ; de l'organisation de la 6e réunion annuelle des Mandataires (15 au 20 novembre 2015), du maintien du dialogue social et de la poursuite des négociations avec les partenaires sociaux, en vue de la signature de la convention collective du secteur de l'établissement.

**Brèves**

**Intentions 2016/Shell/Licenciement/10.000 employés.** Le directeur de Royal Dutch Shell Ben Van Beurden a récemment dévoilé les intentions de la compagnie de congédier environ 10 000 employés en 2016. Le dirigeant a affirmé que ceci s'explique par les pressions croissantes subies par l'entreprise depuis le début de la chute des prix du pétrole. Pour lui, cela fait partie des changements globaux que devra entreprendre Shell pour restructurer et recentrer ses opérations en 2016. Ceux-ci vont également aider l'entreprise à réduire de façon substantielle les investissements d'ordre fonctionnel et de répondre à la baisse du prix du baril. Au dernier trimestre de l'année précédente, le groupe a enregistré un bénéfice de 2,35 milliards de dollars soit 44% de baisse par rapport à 2014 à la même période.

**Financements/Startup/Unicef.** Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef) a dévoilé son désir de financer des start-up, qui mettent au point des solutions TIC aux problèmes qui affectent les enfants les plus vulnérables du monde. L'agence onusienne appelle à cet effet ces jeunes entreprises technologiques à solliciter une aide auprès du Fonds pour l'innovation qu'elle a lancé en 2015. D'après le co-responsable du fonds pour l'innovation de l'Unicef Christopher Fabian, il serait question d'identifier les possibilités émanant de tous les pays, y compris ceux où l'on observe peu d'investissements de capitaux dans de nouvelles entreprises de technologie.

**Prévisions/ExxonMobil/Outlook for Energy.** Selon des prévisions d'ExxonMobil, à l'horizon 2040, le continent africain pourrait ne plus pouvoir exporter de façon nette du pétrole mais toutefois, son offre resterait stable alors que sa demande augmenterait fortement entre 2014 et 2040. Sur la même lancée, le rapport annuel The Outlook for Energy de la compagnie, dans cette période, révèle que l'Afrique et la Chine seraient les zones dont la croissance de la demande en énergie seraient la plus rapide. Les régions les plus importatrices seront l'Asie pacifique et l'Europe. Par contre, les plus grands exportateurs de pétrole seront le Moyen-Orient, la Russie et la région Caspienne.

**Rassemblements par MZM**

**Commune de Libreville/Gestion budgétaire**

**Quelles mesures pour optimiser les recettes ?**

Frédéric Serge LONG  
Libreville/Gabon

*C'est sur cette problématique que se penchent, depuis hier matin, à la mairie du 4e arrondissement à Plaine-Niger, les membres des conseils municipal et d'arrondissement, dans le but de mieux saisir les principes de la modernisation des services financiers municipaux et sa portée sur l'amélioration des ressources budgétaires.*

**COMMENT** doter la commune de Libreville d'un système optimal de mobilisation de ses recettes ? C'est pour répondre à cette problématique que sont réunis, depuis hier matin, à la mairie du 4e à Plaine-Niger, les membres des conseils municipal et d'arrondissement. Le séminaire de formation, ouvert par le maire de Libreville,



Photo : DR

**Le maire de Libreville, Rose Christiane Ossouka Raponda (c), présidant la cérémonie d'ouverture.**

Rose Christiane Ossouka Raponda, devrait permettre aux intéressés de mieux s'informer et de se former aux fondamentaux en matière de gestion budgétaire, de s'approprier les tenants et les aboutissants de la problématique de la modernisation des services financiers municipaux et sa portée sur l'amélioration des ressources budgétaires communales.

"Mobilisation des recettes et la modernisation de la

gestion financière de la commune de Libreville", tel est le thème qui rythme les travaux de cette rencontre soutenue par l'Association internationale des maires francophones (AIMF) et l'Union européenne, et qui animée par Michel Ondo Ndong, conseiller en charge des questions de décentralisation auprès du ministre de la Décentralisation.

Selon le maire de Libreville, ce séminaire inter-pelle particulièrement le



Photo : DR

**Les membres des conseils municipal et d'arrondissement.**

maire de la commune, en sa qualité d'ordonnateur du budget municipal, conformément aux dispositions de l'article 300 de la loi organique n°001/2014 du 15 juin 2015 relative à la décentralisation. « Le maire dispose d'importantes prérogatives en matière budgétaire, notamment celle de permettre à la collectivité de disposer de ressources suffisantes pour couvrir ses charges et, surtout, de financer son plan

de développement local. Mais encore, les actes qu'il pose au titre de cette responsabilité doivent être strictement conformes aux textes en vigueur car, le cas échéant, ils peuvent engager sa responsabilité personnelle et pécuniaire », a ajouté Rose Christiane Ossouka Raponda.

A la suite de cette rencontre, un autre atelier de formation s'ouvre ce matin au même endroit, portant cette fois-ci sur la modernisation de l'état-civil.

**Marché de l'internet**

**Le Gabon compte 1 million d'internautes**

MSM  
Libreville/Gabon

**SELON** les dernières statistiques de l'Observatoire des marchés de l'Agence de régulation des communications électroniques et

des postes, le Gabon compte officiellement 1 009 719 abonnés à l'internet au 31 juin 2015.

Le mobile représente 96 % des abonnés internet contre 3 % pour les fournisseurs d'accès à Internet (FAI) et 1% pour le fixe. Le taux de pénétration au Gabon de l'internet est es-

timé à 67 %. Le marché gabonais est constitué de six fournisseurs d'accès internet, d'un opérateur Fixe et de quatre opérateurs mobiles.

Ces acteurs proposent plusieurs offres d'accès internet dont les principales sont : la technologie Wimax ; le VSAT ; L'ADSL -

Le CDMA -Le GPRS-EDGE - et les accès via les liaisons louées internet.

S'agissant de l'internet mobile Haut Débit, des licences (3G/4G) ont été accordées à Airtel Gabon le 20 mars 2014, et à Gabon Telecom le 24 avril 2014. Au premier trimestre 2015, le chiffre d'affaires

du marché de l'Internet s'est établi à 13,4 milliards de francs contre 19 milliards de francs sur une base comparable à 2014 (-25 %).

L'année dernière, le marché avait clôturé sur un chiffre d'affaire global 40,5 milliards de francs.

**CHANGEMENTS**  
**COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 09/02/2016**

**Union Gabonaise de Banque**  
SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>

DEV	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)	
	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	<b>1 EUR</b>	<b>655,957</b>
USD	1,1236	1USD =	583,799	1 USD	619,757
CAD	1,5623	1CAD =	419,866	1 CAD	442,762
JPY	129,0700	1JPY =	5,082	100 JPY	528,485
GBP	0,7795	1GBP =	841,564	1 GBP	877,111
CHF	1,0997	1CHF =	596,487	100 CHF	62468,18
ZAR	18,1960	1ZAR =	36,050	100 ZAR	3748,71
MAD	10,9102	1MAD =	60,123	1MAD	62,52
CNY	7,3924	1CNY =	88,734	1CNY	91,40

**INDICES BOURSISERS**

	en date du	
<b>CAC 40</b>	09/02/2016	<b>3979,90</b>
<b>DOW JONES</b>	09/02/2016	<b>16027,05</b>

  

**BRENT (IPE) US Dollars/Baril**  
**08 Février 2016: 32,78**